

Le nouvel **Afrique**

89 FÉVRIER 2016

Un regard positif sur l'Afrique

Magazine d'information et d'analyse politique, économique, sociale, sportive et culturelle



DOSSIER **MOZAMBIQUE**



#89 / FÉVRIER 2016 / MENSUEL
2000 CFA / 2000 FC / 5 USD / 3,00 €
WWW.LENOUVELAFRIQUE.NET

POLITIQUE

ÉRYTHRÉE
UNE PROFONDE QUÊTE DE LIBERTÉ
POUSSE À L'ÉMIGRATION

SOCIÉTÉ

CHANGEMENT CLIMATIQUE
L'AIDE AUX PAYS EN
DÉVELOPPEMENT REVUE À LA
HAUSSE

ÉCONOMIE

**JEANNETTE LONGA
NKASHAMA NOMBA**
PRÉSIDENTE DE L'UNION DES FEMMES
COMMERÇANTES DU CONGO

LES NEWS DU NET



SOURIEZ.

 economy

Laissez-vous tenter par notre cuisine
qui ravit petits et grands.

brusselsairlines.com
ou votre agence de voyages.





Par Daouda Émile Ouédraogo

SORTIR DES SENTIERS BATTUS

Le continent africain est le plus riche de la planète. Du Nord au Sud, d'Est en Ouest, ce continent est « bourré » de richesses. Son sous-sol est une « calamité géologique », ses ressources fauniques, humaines sont des plus riches. Malheureusement, il est le continent à la traîne en terme de développement. À qui la faute ? À tout le monde et à personne. Chercher à répondre à cette question, à cette problématique, revient à se transformer en théoricien et en théologien de la connaissance des problèmes de l'Afrique. Il s'agit de sortir des sentiers battus pour construire une nouvelle vision du développement de l'Afrique. Cette vision consiste à inculquer à la jeunesse africaine le sens de la créativité, le génie de l'entrepreneuriat et la volonté de construire son « propre » business. Les Africains, surtout la jeunesse, en butte à des catastrophes et des humiliations de tout genres, doit comprendre comme Napoléon Hill que « tout événement négatif contient la semence d'un bienfait, au moins égal sinon supérieur, aux inconvénients immédiats qui l'accompagnent... ». Le combat de l'Afrique est le combat de sa jeunesse. Le réveil de la jeunesse africaine sonnera le réveil du continent. Un continent qui a foi en sa jeunesse triomphera des aléas et des difficultés de son existence. Une jeunesse qui a foi en son continent volera de victoire en victoire. Une jeunesse consciente est le fruit d'un continent béni. Un penseur disait qu'« un pessimiste voit une difficulté dans une opportunité, un optimiste voit une opportunité dans une difficulté ». Ainsi donc, la meilleure façon d'affronter les difficultés est d'avoir une bonne attitude. Cela doit être le premier réflexe de la jeunesse africaine. Par exemple, lorsque vous subissez un échec important, pourquoi réagir comme si vous aviez tout perdu ? À ces instants, il sied de chercher à trouver les ressources dans ce qui vous fera grandir que de plonger. L'Afrique a besoin de cette race de vainqueur. Vainqueur dans l'âme, vainqueur dans l'être, avec la rage de vaincre chevillée au corps. L'une des conditions fondamentales à remplir est de se forger une carapace. Une volonté à tout faire. Une volonté à forger le destin quelles que soient les difficultés. En tout état de cause, il s'agit de se faire à l'idée que l'attitude d'un individu face à une difficulté est capitale. Vous pouvez prendre une attitude positive et relever le défi avec un bon moral. Ou, vous pouvez avoir une attitude négative, qui diminue vos chances de surmonter votre épreuve. Tout est une question de per-

ception. La jeunesse africaine doit sortir des voies toutes tracées et toutes faites. Le plus grand combat à mener est celui d'une Afrique unie, épanouie, qui prend à bras le corps son développement. Ce combat doit mobiliser l'attention de chaque jeune africain. Il est un combat de longue haleine, souvent au prix de la sueur, du sang et des larmes. N'oublions jamais « le bonheur réside, non pas dans les possessions, ni dans l'or, le sentiment du bonheur se ressent dans l'âme », précisait Démocrite. Un vieillard assis sous son baobab, au cœur de l'Afrique a partagé avec moi cette opinion... « Vous avez adopté votre mode de vie avec ses valeurs et ses imperfections, mais sachez une chose, vous ne pourrez jamais savoir ce que nous pouvons savoir assis et vous debout... ». L'Afrique a beaucoup à vendre. Le monde a beaucoup à apprendre de l'Afrique. Dans cette logique, le sursaut doit venir du premier cité car celui qui a besoin de vendre est celui qui a besoin de titiller l'autre, d'aller vers l'autre. La lutte pour une Afrique prospère ne peut aussi se faire sans un changement de mentalités et de comportement. L'homme africain doit comprendre que la réussite de son prochain n'est pas un frein à son propre développement. Il doit se forger la mentalité selon laquelle lorsque l'un d'entre nous fait un pas, nous devons, en même temps que nous faisons deux pas, l'emmener à en faire trois et le rejoindre.

SOMMAIRE



DOSSIER MOZAMBIQUE

6 **ÉCONOMIE**
UNE NATION PROSPÈRE AVEC DE GRANDS PROJETS

8 **POLITIQUE**
UNE STABILITÉ À REVENDRE

10 **TOURISME**
UN SECTEUR CLÉ POUR UN PAYS PROSPÈRE

14 **POLITIQUE**
BELGIQUE
RÉUNION DES CHEFS DES MISSIONS DIPLOMATIQUES BELGES DE PAR LE MONDE

16 **ÉRYTHRÉE**
UNE PROFONDE QUÊTE DE LIBERTÉ POUSSE À L'ÉMIGRATION

18 **SÉNÉGAL**
RÉDUIRE LE MANDAT DU PRÉSIDENT MACKY SALL DE 7 À 5 ANS

ÉCONOMIE

20 **AFRIQUE DU SUD**
PEUT-ON FABRIQUER DES INDUSTRIELS ?

22 **AGROALIMENTAIRE EN AFRIQUE FRANCOPHONE**
PORTRAIT DE 25 PIONNIERS

26 **INDUSTRIE AUTOMOBILE**
PLACE AU 4X4 KATANKA « MADE IN GHANA »

28 **JEANNETTE LONGA NKASHAMA NOMBA**
PRÉSIDENTE DE L'UNION DES FEMMES COMMERÇANTES DU CONGO

Le nouvel Afrique
Un regard positif sur l'Afrique

Mensuel d'informations
Un regard positif sur l'Afrique

MISSION STATEMENT

La direction du magazine Le nouvel Afrique porte l'Afrique dans son cœur et est désireuse de rassembler dans ce mensuel d'informations des nouvelles positives sur l'Afrique. Le nouvel Afrique se veut une porte d'entrée vers l'Afrique en offrant une information responsable et objective sur ce continent. Les sujets (politiques, sociaux, économiques, sportifs et culturels) abordent des thèmes sensibles, tout en conservant néanmoins, une perspective positive. Le sous-titre du nouvel Afrique est 'Un regard positif sur l'Afrique'.

Directeur de publication : Cyrille Momote Kabange

Rédacteur en chef : Daouda Emile Ouedraogo

Éditorialiste : Cyrille Momote Kabange

Comité rédactionnel : Daouda Emile Ouedraogo, Alexandre Korbéogo, Anthony Vercrease, Karim Traoré, Cyrille Momote Kabange, Mouhamadou Moustapha Thiam, Alain Traoré, Jamil Thiam, Jamal Garando, Yves Makodia Mantséka, Innocent Ebodé, Souleymane Kanazoé, Alex Ndungu Njeru, Rex van Schalkwyk, James A. Dorn, Szymon Jagiello, Stephen Kingah

Photographie : bruocsella.be, Maxime Devaux, Ronald Devaux, Afrikavision, Adrien Barbier, Richard Moross, Michiel Hendryckx, Hansueli Krapf, MONUSCO Photos, I. PhilippN, Benoudina samir, Ashoola, Mercuri88, Niccolò Caranti, Claude Truong-Ngoc, IISD, Tim. Reckmann, Bruno Nabagné Koné, Chris Belsten

Couverture : Archipel Bazaruto, Mozambique par Richard Moross CC BY-SA 2.0, \$3

Layout : bruocsella.be / bruocs@gmail.com



- 30 **LA POLOGNE**
L'ÉMERGENCE D'UN NOUVEL ACTEUR ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE
- 32 **LIBERTÉ ÉCONOMIQUE**
VÉRITABLE ANTIDOTE AUX INÉGALITÉS
- 34 **ÉCONOMIE**
REPRISE DE LA CROISSANCE MONDIALE EN 2016 DANS LES PAYS ÉMERGENTS
- 36 **LES NEWS DU NET**
- 40 **ÉCHOS DU CONTINENT**
- SOCIÉTÉ**
- 42 **CAMEROUN**
PROPOSITIONS POUR UNE DOUBLE CITOYENNETÉ FRUCTUEUSE
- 44 **CHANGEMENT CLIMATIQUE**
L'AIDE AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT REVUE À LA HAUSSE
- 46 **ÉCOLE OBLIGATOIRE EN CÔTE D'IVOIRE**
DES SANCTIONS À L'ENCONTRE DE PARENTS RÉCALCITRANTS
- 48 **LE PRINTEMPS ARABE, 5 ANS APRÈS**
LE CHEMIN VERS L'INCLUSION DE TOUS

ADMINISTRATION & PUBLICITÉ

Directeur Général : Mahamat Haroun

Directeur Adjoint : Christel Kompany

Direction Commerciale : A.S.C. sprl

COMMUNICATION, PUBLICITÉ & VENTE

Directeur Commercial : Nadjim Haroun



Le LNA est une publication de l'asbl Friendly Foot

www.friendlyfoot.be

SIÈGE SOCIAL

Boulevard de smet de naeyer 39

1090 Bruxelles

Belgique

E-mail: info@lenouvelafrique.net

Site web: www.lenouvelafrique.net

ÉCONOMIE

UNE NATION PROSPÈRE AVEC DE GRANDS PROJETS

Par Alexandre Korbéogo

Depuis près de vingt ans, il est l'un des rares pays à maintenir une croissance sans discontinuité. Le Mozambique se présente comme un État en bonne voie d'atteindre l'émergence d'ici peu. Taux de croissance prévu pour 2016 : plus de 8%. Il est la troisième réserve de gaz au monde.

Il faut parier avec l'économie mozambicaine. Depuis près de vingt ans, elle est des plus viables du continent. Essentiellement basée sur les secteurs de la construction, des transports et de la communication, l'économie mozambicaine tire par le haut. En 2014, elle a maintenu d'excellentes performances, avec une croissance du produit intérieur brut (PIB) réel de 7,6%, et les perspectives restent positives. On prévoit une croissance soutenue de 7,5% en 2015 et 8,1% en 2016. Comme les années précédentes, les principaux moteurs de la croissance seront les dépenses publiques et l'investissement direct étranger (IDE). Les principaux bénéficiaires seront les secteurs de la construction, des services aux entreprises, des transports et des communications, des finances et des industries extractives. À court terme, le principal défi consiste à rester attractif pour l'IDE, tout en veillant à ce que le budget et la dette restent soutenables. Plusieurs déficits budgétaires consécutifs élevés (10% du PIB en 2014), ont fait exploser la dette publique à 56,8% du PIB. Un assainisse-

ment progressif des finances est attendu pour 2015 et 2016, compte tenu également d'une baisse des contributions budgétaires des donateurs.

Malgré une production de charbon inférieure aux attentes, les industries extractives sont un moteur économique important. Les autorités ont procédé à une refonte complète du cadre juridique et budgétaire du secteur des mines et des hydrocarbures afin d'accroître les revenus et d'élargir la participation d'entreprises nationales au secteur. Un contrat de concession relatif à une usine locale de gaz naturel liquéfié (GNL) a été négocié, mais la dépression qui touche actuellement les marchés pétroliers internationaux pourrait retarder la décision d'investissement finale et son exécution. Pour autant, un cinquième appel d'offres international a été lancé pour l'exploration de nouveaux gisements de pétrole et de gaz, ce qui ouvre de nouvelles perspectives de découverte d'hydrocarbures.

Une stratégie de développement structuré

Le Mozambique a structuré sa stratégie de développement autour de Programmes d'initiatives de développement spatial régional (PIDSR) et de pôles de croissance. Le but est d'amplifier l'impact des ressources financières limitées en optimisant les investissements d'infrastructure dans des zones clés ou le long des couloirs géographiques. Typiquement ancrés dans de vastes projets publics, les PIDSR et les pôles de croissance visent à faire en sorte que la croissance ait des retombées positives en attirant des petites et moyennes entreprises (PME) en amont et en aval des projets d'investissement de grande ampleur. Le couloir de développement de Maputo, qui sert de modèle aux stratégies des PIDSR et des pôles de croissance, est un des plus avancés d'Afrique subsaharienne et il a fortement contribué au développement économique local. Le Mozambique compte deux pôles de croissance et cinq grands couloirs de développement. Avec des réserves immenses – 5,6



Filipe Nyusi par Adrien Barbier, CC BY-SA 2.0, \$3

trillions de mètres cubes, les plus importantes d'Afrique Subsaharienne – le gaz est perçu comme le futur secteur porteur de l'économie mozambicaine. Mais le développement des infrastructures permettant son exportation exige d'attirer de très lourds investissements étrangers. Voilà l'un des principaux défis qui se pose au nouveau président mozambicain intronisé le 15 janvier 2015 et à son ministre Pedro Couto. Et ce, dans un contexte international de baisse des cours du pétrole et de frilosité quant aux grands projets d'infrastructures gazières.

Des exportations attendues à l'horizon 2019

« 25 milliards de dollars seront nécessaires pour financer quatre unités de production de GNL [gaz naturel liquéfié] », estime Joao Martins, consultant de Price Waterhouse Cooper (PWC) au Mozambique. Soit presque deux fois le PIB mozambicain. Le gaz n'étant pas le pétrole, sa

transformation en gaz liquide, qui fait appel à de coûteuses technologies de pointe, est indispensable avant son exportation par voie maritime. Les revenus du gaz ne sont donc pas prévus pour tout de suite. Les premières exportations sont attendues à l'horizon 2019, selon les prévisions les plus optimistes.

Avec la nomination de Pedro Couto, le président Filipe Nyusi tient à faire montre de sa détermination à transformer ce grand potentiel gazier en véritables retombées économiques positives. Des retombées sur lesquelles les dirigeants du Frelimo (Front de libération du Mozambique), de plus en plus contestés, ont largement hypothéqué leurs promesses électorales.

Un nouvel arsenal juridique pour plus de transparence

L'année 2014 s'est ainsi terminée sur un agenda chargé pour le secteur. « C'est impressionnant tout ce qui a été achevé en 6 à 8 mois », souligne le consultant de PWC, Joao Martins. Il attire l'attention sur la publication, quelques jours avant Noël, d'un décret-loi permettant le lancement des projets par l'italien ENI et par l'américain Anadarko d'usines de production de gaz naturel liquéfié (GNL) et de terminaux d'exportation dans la province de Cabo-Delgado (nord). Dans cette région, le bassin du fleuve Rovuma concentre les plus grandes quantités de gaz découvertes à ce jour. Ce décret fut exigé par les géants gaziers, pour rassurer les investisseurs sur des questions de stabilité financière et fiscale, alors que le pays est classé 127e au classement « Doing Business 2015 » de la Banque Mondiale. Plus tôt dans l'année, le Mozambique s'est doté d'une nouvelle législation sur les hydrocarbures, visant à clarifier le cadre juridique, mais aussi à garantir de meilleures retombées pour le pays. Jusque là, les conditions d'exploitation du gaz étaient très favorables aux entreprises, en raison des lourds investissements nécessaires pour lancer les projets. Avec cette nouvelle loi, le marché domestique récupérera 25% de la production, que l'entreprise d'État, l'ENH, pourra dédier à la consommation interne ou à la revente. À très long terme, l'idée est de donner les capacités à l'ENH d'avoir une production nationale sur le modèle angolais de la Sonangol. « Mais pas avant au moins deux décennies », prédit Joao Martins.

Du besoin de gagner la confiance des investisseurs

Cette nouvelle loi sur les hydrocarbures ne s'appliquera en revanche qu'aux nouvelles concessions dont le dernier cycle d'attribution a été lancé en novembre dernier. Premier dossier brûlant du ministre Couto, cinq nouvelles concessions sur 75 000 km² doivent encore être attribuées d'ici avril prochain. Une opération qui sera suivie de près, alors que le manque de transparence dans l'attribution des précédentes concessions avait permis à plusieurs hauts cadres du Frelimo de bien se positionner. Ce nouvel arsenal juridique est bien accueilli par les partis d'opposition et les organisations de la société civile, même si des doutes subsistent sur la capacité du pays à pouvoir le mettre en œuvre. « C'est une chose d'approuver une loi, s'en est une autre de l'appliquer », nuance Adriano Nuvunga, directeur du Centre pour l'intégrité publique (CIP) à Maputo. Pour l'organisation, cette nouvelle loi va notamment dans le sens d'une plus grande transparence, et présente l'avantage d'obliger à la publication des contrats passés entre l'État et les entreprises, ce qui n'était pas le cas jusqu'à présent.

« La loi est bien, mais nous n'avons pas réellement les moyens d'inspecter les projets », constate quant à lui Luis Gouveia, un ancien député d'opposition qui a participé à l'élaboration du texte. Car d'un point de vue social, le défi qui se pose concerne les populations de Cabo-Delgado qui seront délogées pour laisser place aux différents projets. « La question de la relocation et de l'indemnisation est un vrai challenge, alors que cela ne s'était pas bien passé dans le cas des mines de charbon de la Vale », ajoute l'économiste Joao Mosca.

L'avenir du secteur du gaz au Mozambique, qui a les capacités d'être le troisième plus grand producteur au monde selon PWC, se joue donc sur la crédibilité du gouvernement et sur sa capacité à sécuriser les investissements. Et, notamment, à trouver une issue favorable à l'instabilité générée depuis 2013 par l'ancienne rébellion reconvertie en parti d'opposition, la Renamo, qui conteste toujours la légitimité du nouveau gouvernement : « Tant que cela ne sera pas résolu, beaucoup d'investissement resteront en attente », conclut le consultant Joao Martins.

POLITIQUE

UNE STABILITÉ À REVENDRE

Par Alain Traoré

Le Mozambique se positionne comme un pays démocratique depuis son accession à l'indépendance. Après avoir traversé la période sombre de la guerre civile, le pays s'est remis sur les rails. Le jeune président de la république, Filipe Nyusi, 56 ans, ambitionne de révolutionner l'économie du pays.

Après avoir accédé à l'indépendance en 1975, le Mozambique a entamé sa marche vers le développement. En rappel, Le 25 juin 1975, l'indépendance du Mozambique était proclamée et Samora Machel en devenait le premier président de la république. Selon les accords passés avec le gouvernement portugais, des élections pluralistes devaient être organisées et un gouvernement d'union nationale devait assurer la stabilité du nouveau pays. En fait, le FRELIMO accapara immédiatement le pouvoir que les Portugais lui avaient donné, et s'aligna politiquement sur le bloc soviétique, en mettant en place un État socialiste. Les élections pluralistes n'eurent pas lieu. La nouvelle constitution proclamait l'établissement d'une démocratie populaire, fondée sur un système de parti unique et d'élections indirectes. Malgré cet état de fait, le pays se remis rapidement sur le chemin de la démocratie et de la renaissance.

En 1994, les élections donnèrent vainqueur le FRELIMO de Joaquim Chissano et malgré de nombreux témoignages de fraude, le RENAMO respecta le résultat, se cantonnant à l'opposition politique. Le retour à la paix provoqua le retour de 1,7 million d'expatriés, ainsi que le retour de quatre millions de déplacés à l'intérieur du pays. Économiquement, le pays doit alors procéder à de grandes réformes recommandées par les grandes institutions internationales. Certaines semblent contre-productives comme la dérégulation du secteur de la noix de cajou qui fait disparaître 90 % des emplois de cette industrie exportatrice. En 1995, le Mozambique adhère au Commonwealth, devenant le premier membre de celui-ci à n'avoir jamais fait partie de l'empire britannique. En décembre 1999 se tiennent de nouvelles élections qui donnent encore la victoire au FRELIMO. Des irrégularités poussent le RENAMO à menacer un retour à la guerre civile, mais à la suite de sa défaite devant la cour suprême, il finit par y renoncer. À la fin des années 1990, le Mozambique bénéficia du processus d'allègement de la dette des pays les plus pauvres.

Une relance salutaire

À la fin des années 1990 et au début des années 2000, le pays fait appel à des agriculteurs blancs d'Afrique du Sud et du Zimbabwe pour relancer des exploitations agricoles ou redévelopper les cultures de tabac, de maïs, de soja, de piment, de tournesol. Le gouvernement leur proposa concrètement des terres à la location pour des périodes de 50 à 100 ans, le but étant de favoriser l'emploi local. En 2000, un cyclone suivi d'une inondation dévastent le pays, tuant plusieurs centaines de personnes. En 2001, Joaquim Chissano indique qu'il ne se représenterait pas une troisième fois, et c'est Armando Guebuza qui lui succède à la tête du FRELIMO, remportant encore les élections de décembre 2004. En 2005, plusieurs exploitations agricoles louées aux agriculteurs blancs firent faillite. Ceux-ci mirent en cause la politique des gouvernements occidentaux orientés vers l'aide à la réduction de la pauvreté et non vers le développement des ressources locales et en aucun cas vers le développement à long terme de l'agriculture. En 2006, le pays comptait 19 millions de Mozambicains dont un tiers vivant dans les villes, conséquence d'une urbanisation rapide intervenue au cours de l'interminable guerre civile. S'il demeure l'un des pays les plus pauvres du monde, où l'espérance de vie est d'à peine 41 ans, le Mozambique connaît depuis 1995 une croissance annuelle exceptionnelle qui atteint 9 % en 2005. La Banque mondiale a ainsi cité le Mozambique comme « un modèle de réussite. Une réussite en termes de croissance, et un modèle qui montre aux autres pays comment tirer le meilleur parti de l'aide internationale ».

Une vie politique dominée par 3 partis politiques

La vie politique est dominée par le Front de libération du Mozambique (FRELIMO) et deux partis d'opposition, la Résistance nationale mozambicaine (RENAMO) et le Mouvement démocratique du Mozambique (MDM, né d'une scission de la RENAMO).

Des élections municipales se sont tenues le 20 novembre 2013, jugées plutôt crédibles par les observateurs, malgré des cas de violence policière à l'encontre de militants du MDM, quelques cas de fraudes (qui ont probablement freiné la progression de ce parti) et malgré le boycott de la RENAMO. Le MDM a conservé Beira et Quelimane (70% des voix), et conquis la troisième ville du pays, Nampula (avec 54% des voix) ainsi que Gurué, une ville moyenne de Zambézie.

Les élections législatives, présidentielles et provinciales se sont tenues le 15 octobre 2014 dans un contexte apaisé après la signature, en septembre, d'un accord mettant fin aux hostilités entre la RENAMO et les forces gouvernementales. Le scrutin s'est déroulé de manière globalement satisfaisante, selon les rapports préliminaires des missions d'observation (UE, SADC, UA), qui n'ont pas remis en cause les résultats, malgré les accusations de fraude formulées par l'opposition. Filipe Nyusi (FRELIMO) a été élu Président de la République avec 57% des suffrages, contre 36% à Afonso Dhlakama (RENAMO) et près de 7% à David Simango (MDM).

Le bon score du candidat de la RENAMO, parti jusqu'alors en déclin, particulièrement important dans les provinces du centre et du nord, a constitué la surprise du scrutin. Le résultat est nettement plus équilibré qu'en 2009, où le FRELIMO avait emporté 75% des suffrages. Les discours critiques de la corruption et de l'affairisme des dernières années, et sur le meilleur partage des revenus des immenses ressources naturelles du pays, ont porté.

Le FRELIMO conserve une confortable majorité au parlement avec 144 sièges sur 250. La RENAMO double sa représentation parlementaire (89 sièges), ainsi que le MDM (qui passe de 8 à 17 sièges). La RENAMO n'a pas reconnu sa défaite, a menacé de boycotter l'assemblée (où elle a 89 députés sur 250) et de gouverner seule dans les provinces où elle était majoritaire. L'Assemblée a rejeté début avril 2015 un projet de loi porté par la RENAMO sur l'autonomie de six provinces. Le dialogue entre le nouveau gouvernement et la RENAMO, s'est beaucoup tendu depuis : plusieurs affrontements meurtriers ont eu lieu depuis l'été 2015 entre la RENAMO et les forces de l'ordre. Alors qu'Afonso Dhlakama, leader de la RENAMO se disait prêt à des négociations directes avec le gouvernement, les forces de l'ordre sont intervenues à son domicile en octobre 2015, saisissant des armes et interpellant des membres de sa garde personnelle.